

C-24

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46 Elizabeth II, 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-24

An Act to provide for the resumption and continuation of
postal services

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 2, 1997**

C-24

Première session, trente-sixième législature,
46 Elizabeth II, 1997

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-24

Loi prévoyant la reprise et le maintien des services postaux

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 2 DÉCEMBRE 1997**

SUMMARY

This enactment provides for the resumption and continuation of postal services and imposes a mediation-arbitration process to resolve matters remaining in dispute between the parties.

SOMMAIRE

Le texte prévoit la reprise et le maintien des services postaux et impose la médiation-arbitrage comme mode de règlement des questions qui font toujours l'objet d'un différend entre les parties.

BILL C-24

PROJET DE LOI C-24

An Act to provide for the resumption and continuation of postal services

Loi prévoyant la reprise et le maintien des services postaux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Postal Services Continuation Act, 1997*.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de 1997 sur le maintien des services postaux.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“collective agreement” means the collective agreement between the employer and the union that expired on July 31, 1997.

« convention collective » La convention collective intervenue entre l'employeur et le syndicat, et expirée le 31 juillet 1997.

« convention collective »
“collective agreement”

“employee” means a person employed by the employer and bound by the collective agreement.

« employé » Personne employée par l'employeur et liée par la convention collective.

« employé »
“employee”

“employer” means the Canada Post Corporation.

« employeur » La Société canadienne des postes.

« employeur »
“employer”

“mediator-arbitrator” means the mediator-arbitrator appointed pursuant to subsection 8(1).

« médiateur-arbitre » Le médiateur-arbitre nommé en application du paragraphe 8(1).

« médiateur-arbitre »
“mediator-arbitrator”

“Minister” means Minister of Labour.

« ministre » Le ministre du Travail.

« ministre »
“Minister”

“union” means the Canadian Union of Postal Workers.

« syndicat » Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

« syndicat »
“union”

Short title

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part I of the *Canada Labour Code*.

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens de la partie I du *Code canadien du travail*.

Terminologie
20

25

Resumption or continuation of postal operations	POSTAL OPERATIONS	SERVICES POSTAUX	Reprise ou maintien des services postaux
	<p>3. On the coming into force of this Act,</p> <p>(a) the employer shall resume without delay, or continue, as the case may be, postal operations; and</p> <p>(b) every employee shall, when so required, resume without delay, or continue, as the case may be, the duties of that employee's employment.</p>	<p>3. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi :</p> <p>a) l'employeur est tenu de reprendre sans délai ou de continuer, selon le cas, la prestation des services postaux;</p> <p>b) les employés sont tenus de reprendre sans délai ou de continuer, selon le cas, leur travail lorsqu'on le leur demande.</p>	5
Obligations of employer	OBLIGATIONS	OBLIGATIONS	
	<p>4. Neither the employer nor any officer or representative of the employer shall</p> <p>(a) in any manner impede any employee from complying with paragraph 3(b); or</p> <p>(b) discharge or in any other manner discipline, or authorize or direct the discharge or discipline of, any employee by reason of that employee's having been on strike before the coming into force of this Act.</p>	<p>4. Il est interdit à l'employeur ainsi qu'à ses dirigeants et représentants :</p> <p>a) d'empêcher un employé visé à l'alinéa 3b) de s'y conformer;</p> <p>b) de congédier un employé, de prendre des mesures disciplinaires contre lui ou d'ordonner ou de permettre à quiconque de le congédier ou de prendre de telles mesures contre lui parce qu'il a participé à une grève avant l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	10
Obligations of union	<p>5. The union and each officer and representative of the union shall</p> <p>(a) without delay on the coming into force of this Act, give notice to the employees that, by reason of that coming into force, postal operations are to be resumed or continued, as the case may be, and that the employees, when so required, are to resume without delay, or continue, as the case may be, the duties of their employment;</p> <p>(b) take all reasonable steps to ensure that employees comply with paragraph 3(b); and</p> <p>(c) refrain from any conduct that may encourage employees not to comply with paragraph 3(b).</p>	<p>5. Le syndicat et ses dirigeants et représentants sont tenus :</p> <p>a) dès l'entrée en vigueur de la présente loi, d'informer sans délai les employés que, en raison de cette entrée en vigueur, la prestation des services postaux doit reprendre ou continuer, selon le cas, et que ceux-ci doivent reprendre sans délai ou continuer leur travail lorsqu'on le leur demande;</p> <p>b) de prendre toutes les mesures raisonnables pour garantir le respect de l'alinéa 3b) par les employés;</p> <p>c) de s'abstenir de tout comportement pouvant inciter les employés à désobéir à l'alinéa 3b).</p>	20
Extension of collective agreement	EXTENSION OF COLLECTIVE AGREEMENT	PROROGATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE	
	<p>6. (1) The term of the collective agreement is extended to include the period beginning on August 1, 1997 and ending on the day on which a new collective agreement comes into effect, except for the period beginning on</p>	<p>6. (1) La convention collective est prorogée à compter du 1^{er} août 1997 jusqu'à la prise d'effet d'une nouvelle convention collective, mais ne s'applique pas à la période commençant le 18 novembre 1997 et se terminant à l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	35
			Prorogation de la convention collective

Collective agreement binding for extended term	November 18, 1997 and ending when this Act comes into force.	(2) La convention collective prorogée par le paragraphe (1) prend effet et lie les parties pour la durée de la prorogation, par dérogation à toute disposition de la convention collective ou de la partie I du <i>Code canadien du travail</i> . Cette partie s'applique à la convention ainsi prorogée comme si cette durée était celle de la convention collective.	Caractère obligatoire de la convention collective
Arbitration of discipline or discharge	(3) Any employee who is disciplined or discharged in the period beginning on November 18, 1997 and ending when this Act comes into force may submit the matter for final settlement	(3) Tout employé qui fait l'objet de mesures disciplinaires ou d'un congédiement pendant la période commençant le 18 novembre 1997 et se terminant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi peut soumettre la question :	Arbitrage des mesures disciplinaires et des congédiements
Provisions of Canada Labour Code apply	(a) to an arbitrator selected by the employer and the union; or (b) when they are unable to agree on the selection of an arbitrator and either of them makes a written request to the Minister to appoint an arbitrator, to an arbitrator appointed by the Minister after any inquiry that the Minister considers necessary.	a) soit à un arbitre choisi par l'employeur et le syndicat; b) soit, en cas d'impossibilité d'entente sur ce choix et sur demande écrite de nomination présentée par l'employeur ou le syndicat au ministre, à l'arbitre que celui-ci nomme après avoir fait toute enquête qu'il peut juger nécessaire.	15
Strikes and lockouts prohibited	(4) Sections 58 to 61 and 63 to 66 of the <i>Canada Labour Code</i> apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an arbitrator to whom a matter is submitted under subsection (3).	(4) Les articles 58 à 61 et 63 à 66 du <i>Code canadien du travail</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'arbitre saisi de la question visée au paragraphe (3).	Dispositions applicables
Appointment of mediator-arbitrator	7. During the term of the collective agreement, as extended by subsection 6(1), (a) the employer shall not declare or cause a lockout against the union; (b) no officer or representative of the union shall declare or authorize a strike against the employer; and (c) no employee shall participate in a strike against the employer.	7. Pendant la durée de la convention collective prorogée par le paragraphe 6(1), il est interdit : a) à l'employeur de déclarer ou de provoquer un lock-out à l'égard du syndicat; b) aux dirigeants et aux représentants du syndicat de déclarer ou d'autoriser une grève à l'égard de l'employeur; c) aux employés de participer à une grève à l'égard de l'employeur.	Interdiction de déclarer une grève ou un lock-out
	8. (1) The Minister shall, after the coming into force of this Act, appoint a mediator-arbitrator and refer to the mediator-arbitrator all matters that, at the time of the appointment, remain in dispute between the parties in relation to the conclusion of a new collective agreement.	8. (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre est tenu de nommer un médiateur-arbitre et de lui soumettre toutes les questions qui, au moment de sa nomination, font toujours l'objet d'un différend entre les parties en ce qui concerne la conclusion d'une nouvelle convention collective.	Médiateur-arbitre

MEDIATOR-ARBITRATOR

8. (1) The Minister shall, after the coming into force of this Act, appoint a mediator-arbitrator and refer to the mediator-arbitrator all matters that, at the time of the appointment, remain in dispute between the parties in relation to the conclusion of a new collective agreement.

MÉDIATEUR-ARBITRE

8. (1) Après l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre est tenu de nommer un médiateur-arbitre et de lui soumettre toutes les questions qui, au moment de sa nomination, font toujours l'objet d'un différend entre les parties en ce qui concerne la conclusion d'une nouvelle convention collective.

Duties	(2) The mediator-arbitrator shall, within ninety days after being appointed, (a) endeavour to mediate all the matters referred to in subsection (1) and to bring about an agreement between the parties on those matters; (b) if the mediator-arbitrator is unable to do so, hear the parties on the matter, arbitrate the matter and render a decision; (c) ensure that any agreement or decision referred to in paragraph (a) or (b) is in appropriate contractual language so as to allow its incorporation into the collective agreement; and (d) report to the Minister on the resolution of all such matters.	(2) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa nomination, le médiateur-arbitre est tenu : a) de s'efforcer d'intervenir sur les questions visées au paragraphe (1) et d'amener les parties à se mettre d'accord; b) s'il ne peut y arriver, d'entendre les parties et de rendre une décision arbitrale; c) de veiller à ce que les accords ou les décisions visés aux alinéas a) ou b) soient libellés de façon à pouvoir être incorporés dans la convention collective; d) de faire rapport au ministre lorsque toutes ces questions sont réglées.	Obligations
Powers	(3) The mediator-arbitrator has, with any modifications that the circumstances require, (a) for the purposes of the mediation referred to in paragraph (2)(a), all the powers of a conciliation commissioner under section 84 of the <i>Canada Labour Code</i> ; and (b) for the purposes of the arbitration referred to in paragraph (2)(b), all the powers and duties of an arbitrator under sections 60 and 61 of that Act.	(3) Le médiateur-arbitre a, compte tenu des adaptations nécessaires : a) dans le cadre de la médiation visée à l'alinéa (2)a), les pouvoirs d'un commissaire-conciliateur prévus à l'article 84 du <i>Code canadien du travail</i> ; b) dans le cadre de l'arbitrage visé à l'alinéa (2)b), les pouvoirs d'un arbitre prévus aux articles 60 et 61 de cette loi.	Pouvoirs
Technical experts	(4) The mediator-arbitrator may, with the approval of the Minister, engage the services of any technical advisers or other experts or assistants that the mediator-arbitrator considers necessary.	(4) Le médiateur-arbitre peut, avec l'approbation du ministre, retenir les services des conseillers techniques et autres experts ou des collaborateurs qu'il estime nécessaires.	Conseillers techniques
Extension of time	(5) The time during which the mediator-arbitrator may perform the duties and exercise the powers under this section may be extended by the Minister or by mutual consent of the employer and the union.	(5) Le délai accordé au médiateur-arbitre pour s'acquitter des obligations prévues par le présent article peut être prorogé par le ministre ou d'un commun accord par l'employeur et le syndicat.	Prorogation
Guiding principle	9. The mediator-arbitrator shall be guided by the need for terms and conditions of employment that are consistent with the <i>Canada Post Corporation Act</i> and the viability and financial stability of Canada Post, taking into account	9. Le médiateur-arbitre doit s'inspirer de la nécessité d'avoir des conditions de travail compatibles avec la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et la viabilité et la stabilité financière de la Société canadienne des postes, compte tenu de : a) la nécessité pour celle-ci, sans recours à des hausses indues de tarifs postaux :	Principe directeur

- (a) that the Canada Post Corporation must, without recourse to undue increases in postal rates,
- (i) operate efficiently,
 - (ii) improve productivity, and
 - (iii) meet acceptable standards of service; and
- (b) the importance of good labour-management relations between the Canada Post Corporation and the union.
- 10. No order may be made, no process may be entered into and no proceeding may be taken in court**
- (a) to question the appointment of the mediator-arbitrator; or
 - (b) to review, prohibit or restrain any proceeding or decision of the mediator-arbitrator.

Proceedings prohibited

NEW COLLECTIVE AGREEMENT

- 11. As of the day that the mediator-arbitrator reports to the Minister under paragraph 8(2)(d), the collective agreement shall be deemed to be amended by the incorporation into it of**
- (a) any agreement resolving the matters in dispute between the employer and the union arrived at before, or pursuant to, mediation; and
 - (b) any decision of the mediator-arbitrator in respect of any matters that were arbitrated.

Rates of pay

- 12. The collective agreement shall also be deemed to be amended by increasing the rates of pay in effect as of February 1, 1997 and set out in Appendix A to the collective agreement by 1.5% effective February 1, 1998, by another 1.75% effective February 1, 1999 and by another 1.9% effective February 1, 2000.**

New collective agreement

- 13. The collective agreement amended by sections 11 and 12 constitutes a new collective agreement that, subject to section 14, comes into effect and is binding on the parties to it for the period beginning on the day that the**

- (i) d'être efficace,
- (ii) d'accroître sa productivité,
- (iii) de respecter des normes de service acceptables;

- 5 b) l'importance des bonnes relations patronales-syndicales entre la Société canadienne des postes et le syndicat.**

10

- 10. Il n'est admis aucun recours ou décision judiciaire visant à :**
- a) soit contester la nomination du médiateur-arbitre;
 - b) soit réviser, empêcher ou limiter l'action du médiateur-arbitre, ou une décision de celui-ci.

Impossibilité de recours judiciaires

NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE

- 11. À compter de la date à laquelle le médiateur-arbitre fait rapport au ministre en application de l'alinéa 8(2)d), la convention collective est réputée modifiée par l'incorporation :**
- a) des accords réglant les différends qui sont intervenus entre l'employeur et le syndicat avant la médiation ou par suite de celle-ci;
 - b) des décisions que le médiateur-arbitre a rendues sur les questions soumises à l'arbitrage.

Incorporation à la convention collective

30

- 12. La convention collective est également réputée modifiée par la majoration des taux de salaire énumérés à son annexe A, applicables le 1^{er} février 1997, de 1,5 % à compter du 1^{er} février 1998, de 1,75 % supplémentaire à compter du 1^{er} février 1999 et de 1,9 % supplémentaire à compter du 1^{er} février 2000.**

Rémunération

- 13. La convention collective modifiée par les articles 11 et 12 constitue une nouvelle convention collective qui, sous réserve de l'article 14, prend effet et lie les parties pendant la période qui commence à la date à**

Nouvelle convention collective

mediator-arbitrator reports to the Minister under paragraph 8(2)(d) and ending on July 31, 2000, despite anything in Part I of the *Canada Labour Code*. That Part applies in respect of the new collective agreement as if it had been entered into pursuant to that Part.

laquelle le médiateur-arbitre fait rapport au ministre en application de l'alinéa 8(2)d) et se termine le 31 juillet 2000, par dérogation à toute disposition de la partie I du *Code canadien du travail*. Cette partie s'applique à 5 la nouvelle convention collective comme si celle-ci avait été conclue sous son régime.

Coming into effect of provisions

14. The new collective agreement may provide that any of its provisions is effective and binding on a day before or after the day on which the new collective agreement becomes 10 effective and binding.

14. La nouvelle convention collective peut prévoir que certaines de ses dispositions prennent effet et lient les parties à compter 10 d'une date antérieure ou postérieure à la date à laquelle elle prend effet et lie les parties.

Date de prise d'effet

Costs

COSTS

15. All costs incurred by Her Majesty in right of Canada relating to the appointment of the mediator-arbitrator and the exercise of the mediator-arbitrator's duties under this Act are 15 debts due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such, in equal parts from the employer and the union, in any court of competent jurisdiction.

FRAIS

15. Tous les frais que Sa Majesté du chef du Canada engage pour la nomination du médiateur-arbitre et l'acquittement par celui-ci des 15 obligations que la présente loi lui impose sont des créances de Sa Majesté recouvrables à ce titre à parts égales auprès de l'employeur, d'une part, et du syndicat, d'autre part, devant tout tribunal compétent. 20

Frais

Amendments

16. Nothing in this Act shall be construed so 20 as to limit or restrict the rights of the parties to agree to amend any provision of the collective agreement, or of the new collective agreement referred to in section 13, other than a provision relating to its term or one amended by section 25 12, and to give effect to the amendment.

AMENDMENT OF COLLECTIVE AGREEMENTS

16. La présente loi n'a pas pour effet de restreindre le droit des parties de s'entendre pour modifier toute disposition de la convention collective ou de la nouvelle convention collective visée à l'article 13, à l'exception de 25 telle disposition qui porte sur la durée de la convention ou qui est modifiée par l'article 12, et pour donner effet à la modification.

Modification

Individuals

ENFORCEMENT

17. (1) An individual who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during 30 which the offence continues, to a fine

EXÉCUTION

17. (1) Le particulier qui contrevient à la présente loi est coupable d'une infraction 30 punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction :

Particuliers

- (a) of not more than \$50,000, if the individual was acting in the capacity of an officer or representative of the employer or the union when the offence was committed; 35 or
- (b) of not more than \$1,000, in any other case.

a) une amende maximale de 50 000 \$, dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant de 35 l'employeur ou du syndicat qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration;

b) une amende maximale de 1 000 \$ dans les autres cas. 40

Employer or union	(2) If the employer or the union contravenes any provision of this Act, it is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence continues, to a fine of not more than \$100,000.	(2) L'employeur ou le syndicat, s'il contre-vient à la présente loi, est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction, une amende maximale de 100 000 \$.	Employeur ou syndicat
No imprisonment	18. Despite subsection 787(2) of the <i>Criminal Code</i> , a term of imprisonment may not be imposed in default of payment of a fine that is imposed under section 17.	18. Par dérogation au paragraphe 787(2) du <i>Code criminel</i> , la peine d'emprisonnement est exclue en cas de défaut de paiement de l'amende infligée pour une infraction prévue à l'article 17.	Exclusion de l'emprisonnement
Recovery of fines	19. When a person is convicted of an offence under section 17 and the fine that is imposed is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in a superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the person in the same manner as if it were a judgment rendered against the person in that court in civil proceedings.	19. En cas de défaut de paiement de l'amende infligée pour une infraction prévue à l'article 17, le poursuivant peut, en déposant la déclaration de culpabilité auprès de la cour supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire homologuer la décision relative à l'amende, y compris les dépens éventuels; l'exécution se fait dès lors comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre la personne par le même tribunal en matière civile.	Recouvrement
Presumption	20. For the purposes of this Act, the employer and the union are deemed to be persons.	20. Pour l'application de la présente loi, l'employeur et le syndicat sont réputés être des personnes.	Présomption
Coming into force	COMING INTO FORCE 21. This Act comes into force on the expiry of the twelfth hour after the time at which it is assented to.	ENTRÉE EN VIGUEUR 21. La présente loi entre en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction.	Entrée en vigueur



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Port payé

Lettermail **Poste—lettre**

8801320

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9